

le journal

Fédération FO de la métallurgie



www.fo-metaux.org

Airbus A380

La fierté malgré l'échec



Prenant acte de l'annonce de l'arrêt du programme A380, notre Fédération salue également la belle réussite technologique d'un formidable projet auquel les métallos FO ont apporté une contribution déterminante. FO Métaux fera tout pour qu'ils ne payent pas le prix social de la fin de l'A380

Organismes de contrôle - p. 7
Une profession en danger

Ford - p. 8
au bord de l'abîme

Ascoval - p.9
Retour à la case départ ?

Sommaire



Ce mensuel est le vôtre...

Organe de la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie,

"FO Métaux LE JOURNAL"

est le magazine de tous ses syndicats et de tous ses adhérents.

Si vous voulez qu'il remplisse efficacement son rôle de lien et de reflet de l'actualité, n'hésitez pas à prendre contact avec la rédaction dès qu'un événement le justifie.

Informez-nous des conflits qui surviennent dans votre entreprise et des accords qui y sont signés. Cela donne des éléments de comparaison et rend service à d'autres syndicats, engagés eux aussi dans des discussions.

Faites-nous part de vos expériences syndicales.

Pour tout ce qui concerne le journal, appelez la Fédération :

Tél. : 01 53 94 54 27 • Fax : 01 45 83 78 87

Chiffes à connaître :

SMIC horaire brut : 10,03 euros

SMIC brut mensuel : 1 521,56 euros

Plafond de la sécurité sociale :

3 377 euros par mois

(pour l'année 2018 : 40 524 euros)

Coût de la vie :

-0,4 % en janvier (-0,5 % hors tabac);

+1,2 % en glissement sur les 12 derniers mois (+1 % hors tabac).

Chômeurs : 3 676 500

(catégorie A, publiés le 25 janvier 2019)

Indice de référence des loyers :

129,03 (4^{ème} trimestre 2018).

Taux d'intérêt (21 février) :

-0,37 % au jour le jour.

3 Editorial

4 L'événement

Airbus A380 : la fierté malgré l'échec 4-6

7 Actualité sociale

Organismes de contrôle : une profession en danger 7

PSA Hérimoncourt : FO mobilisée contre la fermeture 7

Ford au bord de l'abîme 8

Steva : des salariés à bout 9

Ascoval : retour à la case départ ? 9

10 Actualité syndicale

USM de Haute-Marne : le renouveau 10

SOVAB : une équipe de choc 10

L'USM de l'Isère et des Hautes-Alpes continue de grandir 14

L'actualité en bref 15

Kone : des métallos revendicatifs 16

Les trésoriers de la Région Parisienne font les comptes 16

Métaux de Maubeuge : un nouveau départ 17

CNHI : la relève est là 17

USM du Loiret : pas de repos pour les métallos 18

Valeo : une cohésion plus forte 18

Chubb : élections en vue 19

PSA Retail France : en route pour 2019 ! 19

20 Infos

Disparitions de Philippe Layer et Philippe Jourdan 20

21 Vos droits

Récapitulatif CSE n°3 : résultats et contentieux électoral 21

22 Jeux

Des métaux et des mots 22



Et toujours
l'information
en ligne sur...

www.fo-metiaux.com



Industrie : la série noire

Au vu de l'actualité industrielle, nous notons qu'une série noire s'abat, pour des raisons différentes, sur plusieurs entreprises de la métallurgie, impactant de plein fouet les salariés qui contribuent au quotidien à la richesse de ces entreprises et de notre économie. Vous retrouverez, en parcourant ce journal, des articles retraçant des situations aberrantes alors qu'en principe des solutions avaient été trouvées pour préserver des sites industriels et les emplois.

Nous citerons Ford Blanquefort, près de Bordeaux : un groupe américain qui a laissé miroiter de faux espoirs d'avenir à ses 850 salariés mais qui n'avait, finalement, si l'on en juge par son comportement « voyou », aucune intention de laisser le site à un repreneur, préférant payer un plan social et aboutir à la fermeture pure et simple du site. Il ne faut pas hésiter, dans ce contexte, à faire rembourser les aides financières dont ce groupe a pu bénéficier.

Autre situation aberrante : Ascoval à Saint-Saulve, dans le Nord. Après l'incompréhensible désengagement du groupe Vallourec, le repreneur Altifort, qui avait pourtant obtenu des engagements financiers de la région Hauts-de-France et de l'Etat, a manqué à ses obligations. En effet, il a trompé tout le monde, n'ayant pas la capacité financière pour conduire à son terme le projet global de reprise, ce qui soulève de vives inquiétudes pour les 281 salariés et remet à nouveau en danger le devenir de cette aciérie, capitale pour notre industrie.

Dans la série noire, nous avons également un sous-traitant automobile, Steva, dans la Haute-Vienne, et ses 110 salariés, où le seul repreneur potentiel, OMA, vient de retirer son offre. Ce site industriel a de nombreuses fois connu des situations difficiles, avec au fil des années plusieurs repreneurs successifs. Les salariés n'ont jamais baissé les bras, et ils souhaitent, à juste titre, continuer avec le syndicat FO à démontrer leur détermination pour trouver un repreneur et continuer à exercer leur savoir-faire. Nous avons également des inquiétudes pour la Fonderie du Poitou, qui rencontre elle aussi à nouveau des difficultés ; le site de PSA Hérimoncourt, dont la fermeture a été annoncée ; l'échec commercial et l'arrêt du programme A380. Malheureusement la liste n'est pas exhaustive.

Avec nos représentants FO de Ford, d'Ascoval, de Steva, de la Fonderie du Poitou et de PSA, nous restons mobilisés pour essayer d'assurer un avenir à ces sites industriels, avec comme intention de trouver des solutions pour les salariés qui sont toujours motivés et professionnels, mais inquiets pour le futur. Avec l'Etat et les élus politiques des régions concernées, il faut à nouveau tout mettre en œuvre pour arrêter la spirale infernale de la désindustrialisation, avec des groupes industriels qui privilégient toujours plus le profit au détriment de l'industrie et de ses emplois.

De plus, nous pouvons citer d'autres risques qui pourraient compléter la série noire : les attaques régulières et incessantes contre le diesel, qui mettent en danger la filière de l'automobile et en particulier le secteur de la sous-traitance sans, hélas, que leurs auteurs se préoccupent des emplois qui en découlent. Nous sommes nous aussi pour la protection de l'environnement, mais le diesel d'hier n'a rien à voir avec celui d'aujourd'hui ni de demain ; avec l'évolution des technologies, il est moins polluant que ses détracteurs ne le font croire. Dans tous les cas, nous ne pouvons pas accepter que rien ne soit fait pour les salariés de ces secteurs. Nous sommes d'accord pour des véhicules de plus en plus propres, mais en laissant le temps de l'adaptation pour accompagner ces changements, tout en garantissant les emplois.

Il en est de même pour le secteur de l'énergie, où les attaques ne manquent pas non plus. Il faudrait apparemment, dans le cadre des énergies renouvelables, fermer plus rapidement certaines centrales nucléaires sans se soucier des emplois qui en découlent et de plus sans savoir si notre pays serait en capacité de garantir ses besoins en approvisionnement. Bref, une gabegie de plus !



Organe officiel de la
Fédération confédérée FO
de la Métallurgie

Directeur de la publication :
Frédéric Homez

Imp.Spéciale FO Métaux
N° de CPPAP: 0220s07170

Rédaction : Temps Forts

Publicité : PMV
9, rue Baudoin, 75 013 Paris

Contact :
01 53 94 54 00
contact@fo-metiaux.fr

Airbus A380 : la fierté malgré l'échec

La Fédération FO de la métallurgie a pris acte de l'annonce, le 14 février, par Airbus de l'arrêt de la fabrication de l'A380. Si l'échec commercial ne peut être nié, les métallos FO qui ont contribué à faire vivre cet ambitieux projet n'ont pas à rougir d'un avion dont les retombées technologiques profitent encore à Airbus. Au-delà, notre organisation fera tout pour éviter que le crash de l'A380 ne se double d'une catastrophe sociale.



Pour les métallos FO, l'A380 restera une belle réussite industrielle.

C'est le cœur lourd que les salariés d'Airbus ont appris le 14 février la fin annoncée de l'A380, dont le programme aura vécu 16 ans, du premier vol en avril 2005 à la livraison du dernier exemplaire, le 321^{ème}, qui sortira en 2021 des chaînes d'assemblage de Toulouse. Il aurait fallu au minimum 420 appareils programmés à cette date pour atteindre la rentabilité. La compagnie qatarie Emirates, en remplaçant sa commande de 39 modèles A380 par 70 Airbus A330-Neo et A350, a rendu cette perspective inatteignable, portant un coup fatal à un programme qui était déjà menacé. En effet, ces derniers mois, Airbus n'enregistrait plus de nouvelles commandes et avait dû également faire face à des annulations, notamment d'un client de la première heure : la compagnie australienne Qantas.

Derrière l'échec, une facture évaluée à 10 milliards d'euros et des salariés qui s'inquiètent. Aujourd'hui, ils sont près de 3 200, répartis sur douze sites en Europe, à travailler à la conception et l'assemblage de l'A380. La direction du groupe a d'ores et déjà indiqué qu'elle "engagera des discussions avec ses partenaires sociaux dans les semaines à venir concernant les 3 000 à 3 500 postes susceptibles d'être affectés par cette décision dans les trois prochaines années", tout en précisant compter sur les possibilités de mobilité interne créées par la montée en ca-

de l'A320, l'A330 Neo et de l'A350. Airbus compte 129 000 salariés, dont 18 000 changent de poste chaque année, selon l'avionneur. Notre organisation, majoritaire au sein du groupe, a déjà prévenu : avec ses syndicats, elle va intervenir auprès du PDG pour garantir les emplois et le devenir des sites de production, tout en revendiquant une alternative industrielle. « FO entend aussi faire prendre en compte la situation des sous-traitants, où autant d'emplois que chez Airbus sont concernés », estime le secrétaire fédéral Philippe Fraysse.

Pour mémoire, les trois principales usines françaises d'Airbus Group sont situées à Bouguenais, Saint-Nazaire et Méaulte tandis que l'assemblage final est réalisé à Toulouse. L'usine Stelia de Méaulte produit les pointes avant, ainsi que les logements de train d'atterrissage. Le site nantais abrite la fabrication et l'assemblage du caisson central de voilure -l'élément central de l'A380- mais aussi celle des ailerons, des entrées d'air des nacelles et du radôme. L'usine de Saint-Nazaire est spécialisée dans l'assemblage des sections avant et centrale de l'A380, dans l'installation et les tests du fuselage ainsi que l'installation et les essais de différents systèmes des tronçons, dont la génération hydraulique, le conditionnement d'air, le système carburant et la génération électrique. Toulouse accueille la chaîne d'assemblage finale de l'A380 sur près de 270 ha.

Le désastre pouvait-il être évité ?

Au-delà de l'émotion ressentie dans l'ensemble des sites d'Airbus en Europe, la Fédération FO de la métallurgie considère qu'il convient maintenant d'étudier les raisons de cette décision et d'en faire l'analyse pour éviter, à l'avenir, que cela ne se reproduise. A priori, rien ne destinait ce projet à connaître une issue aussi prématurée que déficitaire. Parmi les explications qu'il est possible d'avancer, plusieurs sont conjoncturelles. Après une étude de marché de grande envergure, Airbus estimait, en 2007, que la demande sur les appareils de plus de 400 places pourrait atteindre 1 300 appareils dans les 20 prochaines années. Pourtant, après cinq années de vols commerciaux, Airbus revoyait ses prévisions à la baisse et ne tablait plus en 2012 que sur 650 à 700 appareils sur le long terme. Pourquoi ? D'abord, parce qu'Airbus avait misé sur un système de transport aérien mondial évoluant vers le modèle dit « Hub and spoke », c'est-à-dire la mise en place de vols long-courriers effectués par des très gros porteurs (tels que l'A380) entre les grands aéroports de chaque continent, puis un transit des passagers via des appareils plus petits vers leur destination finale.

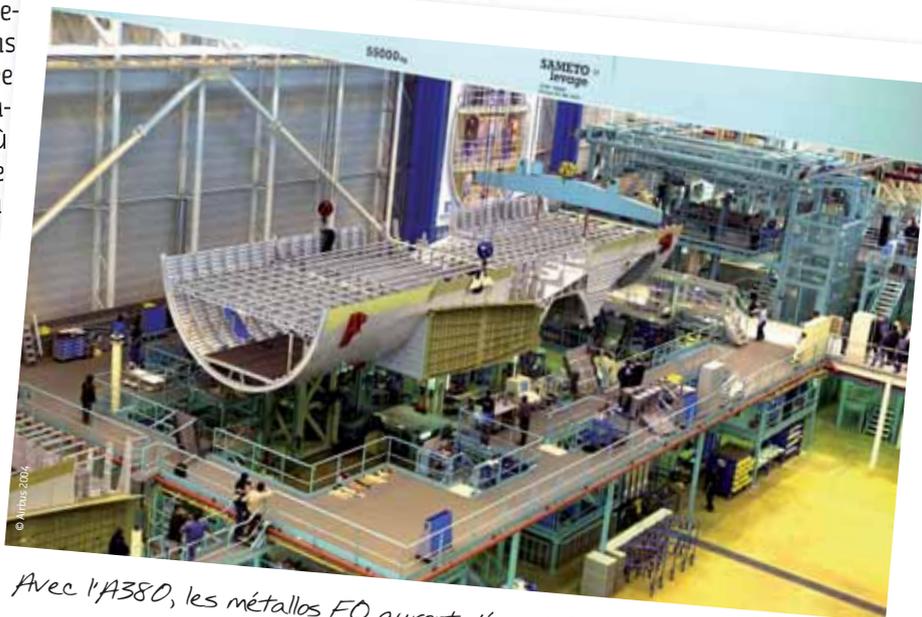
Lorsque Airbus commence à songer à l'A380, au milieu des années 90, avec pour objectif de transporter plus de passagers que le 747 tout en consommant moins, l'idée semble porteuse et attractive. La croissance du transport aérien se monte à 5 % par an, la plupart des grandes plateformes, comme Heathrow (Londres), sont au bord de l'asphyxie. Un nouveau géant des airs permettrait de décongestionner les grands aéroports mais aussi d'attirer davantage de passagers, le prix du kilomètre par tête baissant grâce au fort volume transporté. Dans un contexte de hausse continue du prix du carburant, l'A380 devait ainsi écraser la compétition, notamment dans ses versions 800 places, divisant par deux le nombre de litres de kérosène par passager sur un vol transatlantique.

Rien ne s'est passé comme prévu. Le carburant est resté relativement bon marché, du fait de l'emprise croissante des compagnies du Golfe sur le transport mondial. Quant aux méga-hubs, les compagnies et les voyageurs leur ont préféré des plateformes de taille moyenne, voire des liaisons directes, rendues notamment possible par l'arrivée des Boeing 777 et 787. Comble de malchance, tandis que le marché se retourne au moment où l'A380 prend son envol, la réglementation change et plombe un peu plus la situation. Jusqu'à la fin des années 90, quatre réacteurs étaient requis pour les longues distances, notamment celles qui survolent les océans. Mais les progrès technologiques dans la propulsion ont fait tomber cette barrière, privant ainsi l'A380 d'un avantage de taille. Enfin, la crise financière de 2008 est venue doucher les envies d'investissements de la plupart des compagnies aériennes, peu enclines à accroître la taille de leur flotte dans un contexte de baisse du trafic passagers, rendant le géant dépendant des commandes d'une poignée de compagnies, comme Emirates...

La question industrielle

Impossible cependant de faire l'impasse sur des causes plus structurelles. Le lancement commercial de l'A380 a été repoussé à trois reprises en raison de pro-

blèmes d'industrialisation concernant le câblage de la cabine passagers à double pont, réalisé à Hambourg. La performance technologique de l'appareil le rend long à construire. Sur la période 2006-2010, le manque à gagner se monterait à 6,3 milliards d'euros. De nombreuses compagnies, lésées par les retards, ont exigé des compensations financières. Pour remédier à ces problèmes, il a fallu mettre en place des solutions industrielles et financières. Ainsi, les systèmes informatiques ont été uniformisés et plus de 2 000 compagnons allemands ont été envoyés à Toulouse afin de câbler à la main les seize premiers appareils à livrer. La cadence de production a également été accélérée à Hambourg afin d'écourter les délais d'attente. Le programme de réduction des coûts « Power 8 » lancé en février 2007, et dont les métallos FO se souviennent encore, devait permettre d'économiser 2,1 milliards d'euros par an à partir de 2010 au prix de 10 000



Avec l'A380, les métallos FO auront démontré leur capacité à relever un défi d'envergure et à mener à bien un projet hors-normes.



FO veillera à ce que les salariés ne payent pas les conséquences de l'arrêt du programme.

Suppressions d'emplois. Avec de lourds sacrifices de la part des salariés mais aussi en gelant tous les projets d'amélioration, dont une version Neo réclamée par les compagnies aériennes, le programme retrouve son équilibre en 2015, mais il est trop tard. Le mal est déjà fait.

L'A380 restera pourtant comme un chapitre essentiel dans l'histoire d'Airbus. Prouesse d'ingénieurs sur deux étages, cet avion réunit toutes les technologies de pointe de l'aviation internationale et a permis à Airbus d'augmenter le niveau technique de ses appareils, dont l'A400M et l'A350 profitent aujourd'hui. Près de 25 % de sa masse est composée de matériaux composites. Des matrices organiques renforcées de fibres de carbone, de verre et de quartz sont utilisées à grande échelle dans les ailes, des sections du fuselage, la surface des ailes et les portes. L'A380 est le premier avion de ligne avec un caisson central de voilure en fibre de carbone. En outre, il aura aidé l'avionneur à gagner une légitimité

commerciale face à Boeing et aura démontré la formidable capacité d'Airbus à mener à bien un projet complètement hors-normes. En somme, en sans remettre en cause les atouts de l'A380, peut-être a-t-il été lancé trop tôt. Néanmoins, la Fédération FO de la métallurgie considère qu'avec cette annonce, les partages industriels définis en 2000 doivent être reconsidérés, notamment à l'approche du lancement à court ou moyen terme d'un nouvel avion de milieu de marché. Avec les syndicats FO du groupe Airbus, elle remercie aussi l'ensemble des salariés qui, partout en Europe, ont participé à cette belle aventure de l'A380 en donnant tout pour en faire le plus bel avion du monde.

Bulletin d'adhésion

Je désire adhérer au syndicat FO Métaux le plus proche ou prendre contact avec FO Métaux :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Tél. :

Entreprise :

A retourner à :

Fédération FO de la Métallurgie
9 rue Baudoin - 75013 Paris
Tél. : 01 53 94 54 00

Organismes de contrôle : une profession en danger



Réfléchir aux problématiques de fond des entreprises et des salariés fait partie des missions que notre organisation assume au quotidien, mais la gestion de l'urgence prend parfois le pas sur ce travail permanent. C'est ce qui s'est passé lors de la coordination des organismes de contrôle du 6 février. Ce jour-là, les métallus FO de Bureau Veritas ont dû écourter la réunion pour participer au mouvement de grève auquel appelait notamment FO. Sur les 156 bureaux que comptent l'entreprise en France, près d'une centaine sont promis à la fermeture dans le cadre d'un schéma directeur qui prévoit de nombreux regroupements. Pour les métallus FO, l'objectif de la direction est limpide : réduire les effectifs sans passer par la case PSE en incitant les salariés à partir, par exemple en imposant un télétravail difficilement compatible avec leur activité. Sans compter des

temps de trajets lourdement rallongés pour nombre d'entre eux. Notre organisation considère ce plan comme inacceptable, surtout si l'on prend en compte la très bonne santé économique de Bureau Veritas, et entend bien poursuivre sa mobilisation.

« D'autant que ces fermetures aggraveraient une situation déjà dangereuse dans les organismes de contrôle, analyse Eric Keller, et qui menace non seulement les salariés mais aussi les usagers. » Les échanges au sein de la coordination FO ont, en effet, montré une dégradation notable des conditions de travail lié à ce constat : au nom de la rentabilité, les salariés doivent faire toujours plus de contrôle. Résultat : c'est surtout la qualité qui est sacrifiée, avec les risques potentiels pour les habitants ou usagers des bâtiments ainsi contrôlés à la va-vite. Les salariés, eux, peuvent en plus être tenus pour responsables par l'entreprise en cas d'incident. « On ne peut pas jouer ainsi avec la sécurité pour faire du profit », prévient Eric Keller. Dans cette optique, les travaux de la coordination sur le CSE avaient aussi pour objectif de permettre aux métallus FO de peser plus dans leurs entreprises et donc d'appuyer plus fortement leurs revendications. Ils ont aussi permis de faire le point sur le risque de sortir de la convention de la métallurgie pour ces sociétés, l'affaire étant toujours devant la Cour de Cassation, à l'initiative de notre Fédération.

La coordination FO des organismes de contrôle, qui réunissait les métallus de l'APAVE et de Bureau Veritas le 6 février autour du secrétaire fédéral Eric Keller, a été plus rapide que prévu. Et pour cause : les représentants de Bureau Veritas sont partis soutenir les salariés en grève pour protester contre la détérioration de leurs conditions de travail. Explications.

PSA Hérimoncourt : FO mobilisée contre la fermeture

Alors que le projet de fermeture de leur site se précise, les métallus FO de PSA Hérimoncourt (Doubs) ont décidé de faire une démonstration de force pour refuser la fin annoncée de leur usine, sur fond de contestation de la politique industrielle du groupe. Près de 200 emplois sont menacés, et avec eux tout un bassin industriel.

Sale temps pour l'industrie à Hérimoncourt. Le 23 février, les métallus FO se mobilisaient, et tous les habitants derrière eux pour une journée « ville morte » afin de protester contre la fermeture annoncée de leur site. La mobilisation a été à la hauteur de l'enjeu – plus de 1 000 personnes s'étaient déplacées – tant la situation est alarmante, car le site est menacé par un transfert d'activités vers Vesoul. Ce qui pourrait être un vrai cataclysme pour la commune. « Je pense que la fermeture du site signerait l'arrêt de mort du village », affirme même Marie-France Bottarlini, maire d'Hérimoncourt.

Le constructeur automobile a annoncé début février son intention de transférer en 2020 l'activité principale d'Hérimoncourt dans les pièces de rechange vers son centre de pièces détachées de Vesoul (Haute-Saône). Cette mesure signerait la fin du site, et ce n'est pas la possible reconversion en centre d'archives du groupe qui va rassurer les salariés. « Le savoir-faire est ici, pas à Vesoul », a dénoncé le secrétaire du syndicat FO Mi-

chael Faucompre, estimant que PSA « a dévalué » le site d'Hérimoncourt. Pour beaucoup de salariés, une nouvelle affectation sur un site distant de près de 80 kilomètres est une aberration mais surtout une impossibilité économique. Patrick Michel, DSC FO PSA, qui était venu soutenir les métallus, affirme « qu'il y a du travail pour les salariés de Vesoul et ceux d'Hérimoncourt sans compétition entre les deux sites. »



Ford Blanquefort au bord de l'abîme

Le géant automobile américain confirme sa volonté de sacrifier les salariés de Blanquefort (Gironde) sur l'autel du profit avec son nouveau refus, le 21 février, du plan proposé par Punch Powerglide pour sauver le site et ses 850 salariés. Un cynisme inacceptable pour notre organisation, qui demande aux pouvoirs publics de maintenir la pression pour trouver une véritable solution garantissant le maintien du site et des emplois

Ford persiste et signe, et tant pis pour les salariés. Le groupe vient de refuser pour la deuxième fois une offre de la société strasbourgeoise Punch Powerglide de rachat de son usine de Blanquefort, menacée de fermeture. Pour les salariés, c'est une nouvelle fois la déception. « Immense tristesse », « colère »... Jean-Marc Chavant, le secrétaire adjoint du syndicat FO du site Ford de Blanquefort est sous le choc, comme ses collègues de l'usine. « Après dix-huit mois de galère », d'efforts des salariés, de travail des syndicats, de FO notamment « avec le soutien de la fédération FO-Métaux et de la confédération » précise le militant, cette annonce ne passe pas.

Le nouveau plan avait en effet été annoncé triomphalement par les pouvoirs publics trois jours auparavant et laissait les salariés espérer enfin des perspectives d'avenir. L'administration ayant rejeté fin janvier le plan social de Ford, le gouvernement avait profité du répit pour faire pression sur tous les acteurs afin de trouver une solution. C'est donc le retour à un climat plus morose, qui plombe leur horizon depuis l'annonce, le 13 décembre dernier, de l'arrêt de la production sur le site. Après un premier plan de Punch Powerglide soutenu par les organisations syndicales et les pouvoirs publics mais rejeté au motif qu'il ne garantissait pas assez l'emploi et le devenir du site, Ford

enfonce cyniquement le clou et confirme son choix de condamner l'ensemble des salariés plutôt que de donner une chance à au moins une partie d'entre eux.

"Si cette décision de Ford devait être confirmée, nous exigeons de l'entre-

prise qu'elle prenne toutes ses responsabilités sociales et financières vis-à-vis de ses salariés et du site industriel", a réagi un responsable au ministère des Finances. Et après ? Avec 850 emplois directs et près de 2 000 emplois induits menacés, c'est une ca-

tastrophe pour la région. En décembre dernier, après le refus du 1^{er} plan présenté par Punch Powerglide, le président de la République avait qualifié la décision de Ford « d'hostile et inacceptable », tandis que son ministre de l'Economie avait parlé de « trahison ». Les mots n'auront pas pesé lourd face à la détermination de Ford. Pour les salariés de Blanquefort, FO et les autres organisations syndicales sont donc le dernier rempart avant la chute, et notre Fédération entend se battre pour une véritable solution, pour que l'Etat et les collectivités territoriales travaillent sur une stratégie industrielle, pour qu'une activité soit trouvée rapidement et soit installée dans les mois qui viennent sur le site. Le combat promet d'être compliqué. « Au total, Ford aura perçu plus de 150 millions d'euros en aides publiques au cours de ses quarante-trois années de présence sur le site » s'indigne Jean-Marc Chavant.

Responsabilités

Si Ford est le premier responsable de la situation, l'État n'est pas non plus exempt de reproches. Pour le syndicat FO, « l'État qui devrait être le garant du maintien des sites industriels » n'agit pas dans ce sens. « Que deviennent les annonces fracassantes faites en décembre par le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, concernant un possible rachat provisoire du site par l'État le temps de trouver un repreneur à Ford ? Rien ! » s'indigne Jean-Marc Chavant. Le syndicat FO de Ford-Blanquefort « dénonce » ainsi l'attitude de l'État qui « refuse de prendre des risques, de créer un précédent » de nationalisation même a priori provisoire pour sauver l'usine. « Au final, s'irrite le militant FO, on est dans l'ultra-libéralisme. Ford fait totalement ce qu'il veut ».

La veille du rejet du plan Punch Powerglide, le groupe avait d'ailleurs annoncé la fermeture de l'usine Ford en banlieue de São Paulo, au Brésil. Près de 3 000 ouvriers vont perdre leur emploi d'ici la fin de l'année, sans compter les 1 500 employés des sous-traitants qui gravitent autour de l'usine. Le groupe semble décidé à poursuivre sa politique mondiale de restructuration coûte que coûte, et tant pis si ce sont avant tout les salariés qui en payent le prix... Pour FO Métaux, cela n'est pas acceptable, alors que les salariés français et brésiliens contribuent à la richesse de l'entreprise et du groupe.



Steva : des salariés à bout



« C'est une douche froide », confie Bruno Grimaux, secrétaire FO du comité d'entreprise de Steva, pour évoquer le coup de fil de l'administrateur judiciaire l'informant le 11 février du retrait de l'offre d'OMA quant à la reprise du site. Depuis le placement en redressement judiciaire de Steva, au printemps 2018, plusieurs entreprises s'étaient montrées intéressées par l'usine d'emboutissage de ce sous-traitant automobile. Certaines avaient visité l'usine, mais au final, aucune d'entre elles n'avaient proposé de conditions satisfaisantes pour une reprise, ni déposé d'offre devant le tribunal de commerce de Lyon. Seul OMA avait fait une proposition solide à l'audience du 22 janvier pour le site de la Haute-Vienne et ses 110 salariés. L'industriel italien avait même amélioré son offre de reprise lors de la précédente audience, s'engageant à préserver 83 emplois sur un effectif de 110 contre 68 dans sa proposition initiale. Le coup est d'autant plus dur pour les métallos que le récent rachat par OMA d'une partie des activités d'Heuliez, à Cerizay (Deux-Sèvres), donnait du sérieux au dossier et incitait à la confiance. Apparemment, OMA souhaitait que, comme pour GM&S à La Souterraine, l'Etat et la Région mettent la main à la poche, ce qui n'a pas été fait. Alors qu'une réunion d'urgence était prévue le 14 février,

le syndicat FO n'hésitait pas à lancer un signal d'alarme : « On va remettre l'ultimatum en place, prévient Bruno Grimaux. On veut une réunion à Bercy avec les clients car si personne ne met de trésorerie, on ne passera pas le mois de mars. » En effet, faute de trésorerie et malgré des commandes en cours, les pièces risquent fort de ne pas être livrées à temps, ce qui bloquerait leur production. « Les salariés sont épuisés, ça fait neuf fois que nous affrontons le redressement judiciaire, met en garde Bruno Grimaux. Ça va partir dans tous les sens. Il faut faire un nouvel appel d'offres sinon ça va péter. » La pression mise par FO et les salariés a permis d'obtenir une réunion pour mettre autour de la table le directeur de Steva, les représentants des salariés, les élus et les clients de l'usine. « On veut dire aux clients qu'on ne veut pas mettre le bazar, mais le seul problème c'est qu'on n'a pas de repreneur, et si on n'a pas de repreneur, comment va-t-on faire pour vos pièces ? » L'objectif est de trouver une solution rapide pour poursuivre la production alors que la trésorerie de l'entreprise est en train de sérieusement baisser... La période d'observation doit se poursuivre jusqu'au 4 avril et une audience intermédiaire est prévue le 14 mars. Pour les salariés de Steva, c'est une fois de plus la course contre-la-montre...

La dernière chance de Steva vient-elle de s'envoler ? Le groupe italien OMA, le seul à avoir déposé une offre de reprise pour le site, vient de retirer sa proposition, laissant les 110 salariés dans la stupefaction. Plus que jamais mobilisés derrière notre organisation, ils n'entendent pas disparaître sans se battre.

Ascoval : retour à la case départ ?

Cruelle déception pour les métallos FO de l'aciérie Ascoval, à Saint-Saulve (Nord), mais surtout une méchante impression de s'être fait rouler dans la farine. Le plan de reprise qui devait sauver le site et ses salariés tombe à l'eau : le repreneur Altifort a avoué le 21 février ne pas disposer des 35 millions d'euros nécessaires à l'opération.

Pour les 281 salariés d'Ascoval, l'embellie n'aura duré que 20 jours, du 1^{er} février, date de la cession effective de l'entreprise à Altifort, au 21 février, jour où ce dernier a révélé ne pas disposer des fonds pour réaliser la reprise. Pour l'ensemble des acteurs du dossier, la surprise le dispute à l'indignation. « Altifort a trompé tout le monde », indiquait Bercy, qui considère à présent Altifort « hors-jeu ». Chez les salariés, « c'est la catastrophe ! ». Pour notre organisation, c'est tout bonnement inacceptable et FO compte bien se battre aux côtés des salariés pour éviter la disparition du fleuron technologique industriel qu'est l'aciérie Ascoval.

Que s'est-il passé ? Dès les premières heures du jour, le 21 février, les alarmes s'étaient déclenchées à la présidence de la région des Hauts-de-France. Puis le ministère de l'Economie a rapidement confirmé qu'Altifort n'était pas en mesure de décaisser les fonds promis ; ni les 10 millions d'euros de fonds propres, ni les 25 millions de levée de fonds, contrairement aux engagements pris devant le tribunal de grande instance de Strasbourg le 19 décembre dernier, bloquant de fait le déclenchement des prêts par les collectivités. La direction de l'aciérie prétend avoir vu le coup venir lorsque plusieurs fournisseurs se sont manifestés pour se plaindre de ne pas avoir été payés. La trésorerie d'Altifort était pourtant suffisante lors du jugement de Strasbourg, mais depuis, sa situation se serait fortement dégradée du fait d'une mauvaise notation financière auprès des banques, conduisant l'entreprise à payer trop vite ses créances

et à dégarnir de comptes qu'aucun établissement n'a voulu renflouer.

Le sort d'Ascoval se retrouve donc une nouvelle fois en suspens. Une nouvelle audience au TGI de Strasbourg le 27 février a abouti à un retour à la case départ, c'est-à-dire un délai d'un mois pour trouver un nouveau repreneur. Autant dire une éternité pour des salariés épuisés par 18 mois d'incertitude et qui n'ont plus que notre organisation sur laquelle compter, d'autant que la trésorerie ne permettra pas de tenir très longtemps. Le délégué syndical Dominique Dufner participe avec le soutien de notre Fédération à toutes les réunions qui se tiennent sur le dossier à Bercy tandis que les métallos FO ont obtenu la résolution du plan de cession. Pour notre organisation, il faut impérativement de nouveaux partenaires industriels et un soutien financier, par exemple via la BPI, pour éviter la fermeture du site, qui dispose d'un potentiel solide de clients et de commandes.



USM de Haute-Marne : le renouveau

Les métallos de la Haute-Marne se sont rassemblés à Saint-Dizier le 25 janvier pour le congrès de leur USM. En présence du trésorier fédéral Jean-Yves Sabot et du secrétaire de l'UD52 Philippe Cousin, ils ont consacré une large part de leurs échanges à l'actualité sociale.

Après plusieurs renouvellements annuels de bureau, le congrès du 25 janvier marquait une nouvelle étape dans la vie de l'USM de Haute-Marne et une nouvelle stabilité. Les métallos FO se sont retrouvés sur cette nécessité dans un département à la forte histoire métallurgique qui demeure marqué par la crise. Si nombre d'entreprises connaissent toujours des difficultés, le tour de table a également montré que de belles implantations subsistent et que des projets prometteurs existent. Néanmoins, les discussions ont été dans leur plus grande partie articulées autour des gilets jaunes, dont le mouvement a eu de fortes répercussions sur la Haute-Marne. Précarisation, isolement des territoires ruraux, menaces sur le pouvoir d'achat : autant de thématiques qui entrent en résonance avec les préoccupations et les revendications des métallos FO et, plus largement, avec celles des salariés qu'ils représentent et défendent. Expliquant les positions de notre organisation sur ce dossier, dans le prolongement de l'intervention de Philippe Cousin, le trésorier fédéral Jean-Yves Sabot n'a édulcoré aucune question et s'est félicité de la tenue de débats « constructifs, francs, mais sereins, respectueux de tous, offrant l'image d'un syndicalisme



moderne, engagé et pleinement relié au terrain ». Il a ensuite fait un point sur la situation générale, et notamment sur la refonte en cours du dispositif conventionnel de la métallurgie. Sur ce dossier, il a assuré les métallos qu'ils seraient prochainement associés au travail sur le nouveau système de classification, auquel ils sont très attachés. Jean-Yves Sabot est également revenu sur la question des salaires ainsi que sur le « zéro reste à charge » en matière de santé collective obligatoire, qui représente un enjeu important en termes de pouvoir d'achat et sur lequel la formation fédérale va se pencher. Avant l'élection du nouveau bureau, il a également salué la présence de Laurent Bernard, qui s'investit dans la vie de notre organisation au niveau de la région et s'est réjoui de l'invitation lancée par le secrétaire de l'USM William Olivo à ses homologues du Grand Est. « Alors que la région devient un échelon incontournable dans tous les domaines, il est important que nous travaillions aussi à ce niveau, a assuré Jean-Yves Sabot. Le respect de l'intégrité des USM doit aller de pair avec un renforcement de leur coordination. »

SOVAB : une équipe de choc

Alors que les élections professionnelles approchent chez SOVAB, filiale de Renault spécialisée dans le véhicule industriel, FO renaît de ses cendres et enregistre déjà ses premiers succès. Autour du secrétaire de section syndicale Grégory Picciau, les métallos FO quadrillent le terrain.

Les 2 800 salariés de SOVAB, à Batilly (près de Metz) comptent aujourd'hui sur une nouvelle force syndicale : FO. Chez ce spécialiste du véhicule industriel qui produit près de 670 camionnettes « Master » pour Renault et ses déclinaisons pour Nissan et Opel, notre organisation connaît depuis peu un nouvel élan. Avec l'aide du secrétaire fédéral Laurent Smolnik, un noyau dur d'une quinzaine de militants emmené par le RSS Grégory Picciau et déterminé à revenir à un vrai syndicalisme a créé la section syndicale FO et s'est lancée à l'assaut de la représentativité. Lors de la première réunion de la section, le secrétaire de l'UD de la Moselle, celui de l'USM ainsi que la déléguée syndicale centrale de Renault étaient venus soutenir l'équipe et faire une démonstration de force.

Depuis, les métallos FO n'ont eu de cesse de sillonner les ateliers et de dialoguer avec les salariés. Les résultats ne se sont pas fait attendre puisqu'ils ont déjà enregistré de nombreuses adhésions. Cette force qui monte à d'ores et déjà prévu de mettre à profit la for-



mation syndicale proposée par notre Fédération pour renforcer une efficacité déjà conséquente. En ligne de mire : les élections de la mi-avril pour la mise en place du CSE. Dans cette usine qui tourne à plein régime, ils axent leur campagne sur la défense des salariés et de leurs droits et entendent bien jouer à l'avenir un rôle déterminant à la SOVAB. Avec cette équipe de choc, les salariés savent désormais vers qui se tourner !

AÉSIO, GROUPE MUTUALISTE AU PLUS PRÈS DES SALARIÉS



Le Groupe AÉSIO, partenaire de l'Union départementale FO 42, est composé des mutuelles Adréa, Apréva, Eovi Mcd et propose des avantages et des services concrets aux salariés :

- ... **Un service de proximité** avec un réseau de plus de 300 agences réparties sur l'ensemble du territoire.
- ... **Un service tiers-payant intégral** grâce aux nombreux accords conclus sur l'ensemble du territoire,
- ... **Un espace sécurisé** pour consulter vos remboursements et effectuer des démarches en ligne.
- ... **Un réseau de soins KALIVIA** pour bénéficier d'équipements optiques et auditifs au meilleur rapport qualité/prix.
- ... **Un service d'assistance** en cas d'hospitalisation, de maternité, d'immobilisation à domicile.
- ... **Un service de consultation à distance** pour toute question médicale à distance avec un médecin généraliste ou spécialiste, en toute sécurité et confidentialité.
- ... **Un service de prévention** pour participer à des actions de santé publique et santé au travail.
- ... **Un fonds d'action sociale** pour des salariés en situation sociale et financière difficile.

Votre contact :

David DELOYE
david.deloye@aesio.fr
01 80 49 80 05
06 79 82 91 90

 **GROUPE
AÉSIO**
DÉCIDONS ENSEMBLE DE VIVRE MIEUX

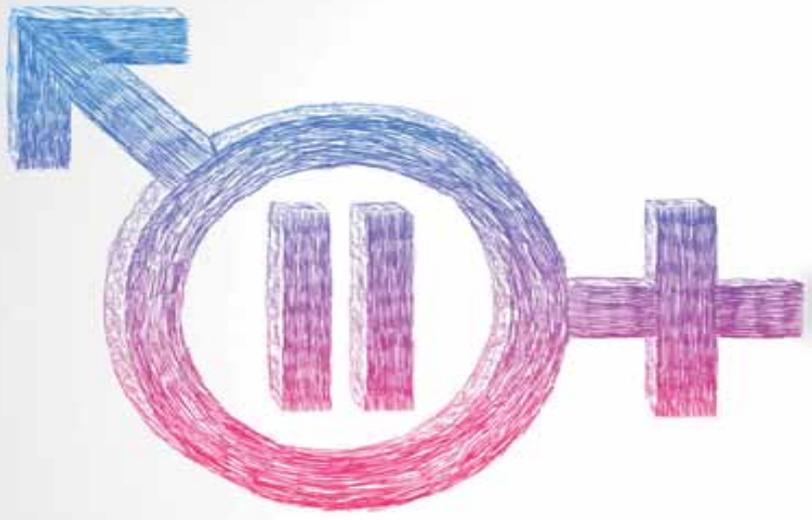


www.aesio.fr

ADREA
mutuelle



POUR OUI, 'ÉGALITÉ



**POUR QU'ÉQUALITÉ
HOMMES / FEMMES NE
SOIT PAS UN SLOGAN
SOUTENEZ ET REJOIGNEZ
FO AFIND'AGIR ET DE
CHANGER LA DONNE**



***Informez-vous et soutenez-nous
dans ce combat quotidien !***



Pour tout renseignement, contactez votre délégué FO Métaux

L'USM de l'Isère et des Hautes-Alpes continue de grandir

Les métallos FO de l'Isère et des Hautes-Alpes se sont retrouvés à Grenoble le 7 février pour le congrès de leur USM. Autour de leur secrétaire Salvatore Reale, qui passait la main à cette occasion, du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez et des secrétaires fédéraux Nathalie Capart et Gérard Ciannarella, ils ont fait le point sur la situation de la structure et ses perspectives.

Pour œuvrer efficacement au développement syndical, il faut souvent surmonter des obstacles, et parfois de nature physique. Les métallos FO d'Isère et des Hautes-Alpes le savent bien, tant les montagnes qui jalonnent leur territoire peuvent entraver leurs déplacements. Pourtant, à force d'énergie et de passion, ils ont réussi à faire grandir notre organisation, comme l'a montré le rapport d'activité présenté lors du congrès de leur USM le 7 février. Sous la houlette de son secrétaire Salvatore Reale, l'équipe de l'USM a participé à la conclusion de protocoles d'accord préélectorales dans de nombreuses entreprises où FO n'était pas présente, comme STMicroelectronics à Grenoble et à Crolles, Araymond à Chatte et à Voiron, Air Liquide à Sassenages, Rescaset Technologies à Colombe et bien d'autres. « Nous avons également eu un rôle de conseil juridique et technique auprès de salariés qui n'osent pas monter de syndicat car ils subissent des pressions de la part de leur direction », a expliqué Salvatore Reale. Cette assistance a d'ailleurs permis la création de plusieurs sections syndicales, notamment chez Copa ou chez Grundfos ECM



à Grenoble. Pour compléter ce riche tableau, l'USM a également créé un syndicat des isolés. Outre le développement syndical, l'USM et

ses membres ont aussi consacré beaucoup de temps à de nombreuses commissions départementales ou régionales pour négocier sur les minimas salariaux, la prime d'ancienneté, les questions de mutuelle. Les métallos FO ont également été présents dans les CQPM et au CPIEF, qui donne des informations sur les entreprises en difficulté, sur les formations, etc. C'est d'ail-

leurs sur ce bon bilan que Salvatore Reale a choisi de passer le relais à Jean-Philippe Nivon au poste de secrétaire de l'USM. Nathalie Capart, après l'avoir chaleureusement remercié pour son dévouement au service de notre organisation et des salariés, est revenu sur le dossier du développement. Grâce à l'intervention de notre Fédération auprès de la Direction Générale du Travail (DGT), les résultats ont été recalculés et ont permis à FO de retrouver la 3^{ème} place dans ces départements, en passant d'un score de 11,22 % à 15,11 %. « Les fruits de votre travail ont ainsi été reconnus à leur juste valeur, a-t-elle lancé aux métallos, mais il faut encore progresser. » Compléter la cartographie des départements, se rapprocher des cadres, ne laisser aucune implantation en dessous des 10 %, se fixer des objectifs précis : tels sont les principes directeurs qui devront permettre à l'USM de continuer de grandir.

Pour y parvenir, la formation fédérale fournit de précieux atouts, que Gérard Ciannarella a présentés aux participants, leur rappelant qu'un militant efficace est avant tout un militant bien formé. Revenant sur le dispositif de formation mis au point par notre organisation, il a exhorté les métallos FO à le mettre à contribution pour amplifier leurs efforts de développement syndical. Frédéric Homez est intervenu en conclusion de ce congrès bien rempli. Il s'est arrêté sur la refonte en cours du dispositif conventionnel de la métallurgie, qui fait l'objet d'intenses et longues négociations dans lesquelles FO défend sans faiblir les intérêts des salariés et les valeurs de son syndicalisme réformiste. Il est également revenu sur plusieurs dossiers occupant l'actualité, et notamment le mouvement des gilets jaunes, à propos duquel il a expliqué les positions de notre organisation.

Le nouveau bureau

Le nouveau bureau est composé de Jean-Philippe Nivon (secrétaire), Franca De Luca (secrétaire adjointe), Régis Klein (trésorier), Khadija Drevon (trésorière adjointe), Pierre Pernot (archiviste), Joëlle Ferretti et Eric Jaubert (membres).

**Négociations,
réunions de travail
mais aussi
fait insolite,
l'actu de
FO Métaux
se décline
également
en brèves...**

Un partenariat sur le handicap...



Une convention signée entre l'AGEFIPH et l'UIMM le 30 janvier constitue une belle avancée pour l'intégration des personnes en situation de handicap dans les entreprises de la métallurgie. Notre organisation, qui mène de longue date réflexion et actions en ce domaine, se félicite de voir la conclusion d'un accord mettant en place un partenariat qui incarne pleinement l'esprit de son travail en faveur de l'insertion professionnelle des salariés en situation de handicap.

...et une réunion du groupe de travail



Le groupe de travail sur le handicap s'est réuni à la Fédération le 5 février. Au programme : poursuivre la conception des fiches techniques et du guide sur le handicap à destination des militants, mais aussi des salariés en situation de handicap et de leur famille et leur entourage.

Début des NAO au GESIM...



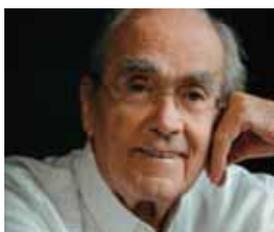
Le 7 février, une délégation FO Métaux conduite par le secrétaire fédéral Lionel Bellotti s'est rendue au siège du Groupement des Entreprises Sidérurgiques et Métallurgiques (GESIM). Après une présentation du contexte social et économique du secteur par le président du GESIM, les organisations syndicales, dont FO, ont exposé leurs revendications salariales. Les négociations devraient se poursuivre jusqu'à la mi-mars.

...et chez Renault



Les métallos FO de Renault se sont retrouvés le 7 février à la Fédération autour de la déléguée syndicale centrale Mariette Rih. Objectif de la réunion : la mise au point du cahier de revendications en vue de l'ouverture des NAO.

Quand Michel Legrand chantait pour FO



À côté de ses trois oscars, de ses quelque 200 musiques de films et de sa centaine d'albums, ce n'est sans doute pas l'épisode le plus saillant d'une carrière étendue sur 60 ans, mais il est arrivé à Michel Legrand, disparu le 26 janvier dernier, de chanter pour FO. Mais oui ! Le compositeur et interprète avait assuré la première partie musicale d'un meeting de Marc Blondel devant plus de 12 000 personnes, au palais omnisports de Bercy, le 29 janvier 1995. Accompagné de son big band, il avait interprété ce dimanche-là un pot-pourri de chansons populaires. Le secrétaire général de la Confédération avait ensuite sonné l'alarme face aux menaces qui pesaient sur la sécurité sociale. « Nous prouvons à tous ses

pourfendeurs qu'il faudra compter avec Force Ouvrière, que nous nous battons bec et ongles contre leurs projets destructeurs », avait déclaré Marc Blondel. Un avertissement qui reste hélas d'actualité, ayant aussi peu vieilli que les airs de Michel Legrand.

Kone : des métallos revendicatifs

Les ascensoristes FO du groupe Kone se sont retrouvés en coordination le 18 janvier. Réunis autour de leur délégué syndical central Cédric Zielinski, en présence du secrétaire fédéral Eric Keller, ils ont abordé de nombreux sujets, et en particulier les difficultés que traverse le secteur.

Le passage au CSE figure parmi les sujets majeurs pour l'ensemble des équipes syndicales cette année, et les métallos FO de Kone n'ont pas fait exception à la règle, consacrant une bonne part de la coordination du 18 janvier à la question. Actuellement, les équipes préparent les négociations pour les accords CSE et les PAP, et Cédric Zielinski, après avoir apporté des précisions sur le périmètre et la philosophie du CSE, a insisté sur le contenu des négociations : « représentants de proximité, heures de délégation, moyens... Il faut impérativement aller au-delà du minimum prévu par la loi car nous repartons à zéro », a-t-il martelé, appuyé dans son propos par Eric Keller.

La réunion s'est poursuivie par un point sur la situation du secteur ascenseur. Si les travaux pour le Grand Paris et la perspective des JO en 2024 sont plutôt bonnes pour les affaires, les entreprises peinent à suivre. En cause : des problèmes de recrutement. Comme dans beaucoup de secteurs industriels, attirer des profils qualifiés se révèle de plus en plus compliqué. En attendant, les salariés doivent encaisser une forte pression et une impor-



tante surcharge de travail. Chez Kone, la situation est d'autant plus rude que l'entreprise vient de connaître une réorganisation touchant tous les départements administratifs, sans compter les nombreux départs non remplacés des anciens et de leurs compétences.

Rien d'étonnant donc à ce que les métallos FO se montrent revendicatifs pour les prochaines NAO. Ils ont mis au point leur stratégie et se sont accordés sur leurs demandes, bien déterminés à obtenir autant sinon plus qu'en 2018, et à bien faire prendre en compte les risques de dérapage de l'inflation. Eric Keller a conclu par un point sur l'actualité nationale de notre organisation et les négociations qu'elle mène. Il a notamment évoqué la prime d'ancienneté et le dispositif expérimental auquel des métallos FO seront associés avant toute signature sur le sujet dans le cadre de la refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie.

Les trésoriers de la Région Parisienne font les comptes

Le syndicat général des métallurgistes FO de la Région Parisienne a réuni l'ensemble de ses trésoriers et collecteurs le 17 janvier pour faire le point sur cette activité essentielle pour la structure. Autour de leur secrétaire Cédric Zielinski, du trésorier du syndicat Olivier Dajas et du trésorier fédéral Jean-Yves Sabot, les discussions ont été riches.

Sans trésoriers et collecteurs, pas de cotisations. Sans cotisations, pas de syndicalisme. Lors de la réunion du 17 janvier, Cédric Zielinski, secrétaire du syndicat général des métallurgistes FO de la Région Parisienne, n'a pas manqué de rappeler ce principe et l'importance de la cotisation, qui permet à notre organisation d'exister et d'agir au quotidien. Insistant sur la nécessaire rigueur en ce domaine, il a également plaidé pour sa modernisation en vantant le prélèvement automatique. Le trésorier Olivier Dajas a présenté de manière plus détaillée la situation. Revenant justement sur les mécanismes du prélèvement automatique, il s'est félicité de voir sa part progresser régulièrement et représenter aujourd'hui près de la moitié des cotisations.

Après un point chiffré sur le tarif des timbres et des vignettes, dont il a souligné la stabilité, il a attiré l'attention des participants sur la belle progression de notre organisation chez les cadres, au point qu'il a même fallu au syndicat de la Région Parisienne une nouvelle commande de timbres pour ces salariés ! Il a conclu son intervention sur le travail en cours autour de la dématérialisation des cotisations syndicales, en lien avec



la trésorerie fédérale. Le trésorier fédéral Jean-Yves Sabot est intervenu pour des explications complémentaires sur le rôle et la place dans la Fédération dans la répartition des cotisations et, plus largement, revenir sur le circuit global de financement de l'activité syndicale. Il a, par ailleurs, confirmé les propos d'Olivier Dajas sur le projet de dématérialisation.

Métaux de Maubeuge : un nouveau départ

Si le bassin de Maubeuge présente une situation économique contrastée, il reste marqué par une histoire industrielle qui en fait une terre de sidérurgie depuis le 18^{ème} siècle et où le nom d'Usinor-Louvroil est encore dans toutes les mémoires. Rien d'étonnant donc à ce que ce secteur ait été particulièrement bien représenté lors de l'assemblée générale des Métaux de Maubeuge le 29 janvier. Du côté d'ArcelorMittal Tubular, les 150 salariés voient les compétences disparaître à mesure que s'en vont les anciens sans être remplacés. L'entreprise cherche à se positionner sur le haut de gamme mais la politique de réduction des coûts conduit à des aberrations. Fo y est déterminée à regagner le terrain perdu et la relève syndicale s'y prépare activement. Chez Tata Steel, où FO est incontournable et où sont réalisés des investissements, les salariés s'inquiètent de la fusion annoncée avec Thyssenkrupp et des synergies potentielles dont ils ne veulent pas faire les frais. Les métallos déplorent également des problèmes de recrutement sur la maintenance et l'équipe FO, jeune et combative, entend bien défendre les salariés. L'équipementier automobile Lear connaît un important turnover dû à l'absence de dialogue social et notre organisation regrette que l'entreprise dépende presque exclusivement d'un

seul client. Enfin, chez Vallourec, les restructurations permanentes préoccupent les salariés, également effarés par l'absence de stratégie industrielle.

Après ces échanges, les métallos ont procédé à l'élection d'un nouveau bureau, qui a affirmé sa volonté de redynamiser les Métaux de Maubeuge et de les mettre au service du développement de notre organisation. Lionel Bellotti, Jean Paul Delahaie et Alexandre Leleux se sont engagés à fournir le matériel nécessaire ainsi que leur grande expérience pour que la structure puisse travailler dans les meilleures conditions. Lionel Bellotti est revenu sur l'apport de la formation fédérale et la nécessité de suivre ses stages. Il a conclu sur l'actualité des revendications de FO, en particulier concernant le pouvoir d'achat.

Le nouveau bureau

Le nouveau bureau élu est composé de Gaylord Sourmail (secrétaire), Laurent Menarello (secrétaire adjoint), Dominique Hénaut (trésorier) et Mickael Vanderleen (trésorier Adjoint).



Les métallos FO de Maubeuge et de ses environs (Nord) se sont retrouvés le 29 janvier pour l'assemblée générale de leur syndicat des Métaux. En présence du secrétaire fédéral Lionel Bellotti, du secrétaire de l'USM 59 Jean-Paul Delahaie et du secrétaire de l'UL de Maubeuge Alexandre Leleux, ils ont fait le point sur la situation de leur territoire et se sont fixé un nouveau cap.

CNHI : la relève est là

Les métallos FO du groupe CNHI se sont retrouvés le 15 janvier à la Fédération pour leur coordination autour du secrétaire fédéral Laurent Smolnik et du coordinateur Patrick Martin, qui passait la main à Olivier Pascot. Ils sont notamment revenus sur la situation économique du groupe et les perspectives pour notre organisation.

Travailler au développement syndical est essentiel. Garantir la pérennité de ce travail en préparant sa succession l'est tout autant. C'est que Patrick Martin et les métallos FO de CNHI ont su faire et c'est avec sérénité qu'il a passé le relais au poste de coordinateur à Olivier Pascot lors de la coordination du 15 janvier. Après avoir dressé le bilan de son mandat de coordinateur et avoir été chaleureusement félicité par son équipe et par Laurent Smolnik au nom de notre Fédération, il a passé la parole à son successeur. Avant de commencer les travaux, Olivier Pascot est revenu sur sa participation à la récente réunion du groupe Fiat en Italie sous l'égide d'IndustriALL Global Union, qui lui a permis de s'entretenir avec ses homologues étrangers.

Les discussions ont ensuite porté sur la situation économique, industrielle et sociale de CNHI. Chez Iveco Annonay, Patrick Michaud a fait état du bon niveau de l'activité et d'une production appelé à se maintenir. Sur Heuliez Rorthais, Vincent Krause, qui vient de succéder à Guillaume Guittet, FO a réussi, aux dernières élections professionnelles, à s'établir à presque 30 % des voix. Du côté de FPT, à Bourbon-Lancy, une baisse de



commandes, essentiellement d'IVECO Madrid, sur les moteurs agricoles devrait entraîner plusieurs dizaines de jours chômés, sans conséquences pour l'emploi cependant. Les élections se déroulant peu après la coordination ont permis à FO de progresser de 10 points pour s'établir à 41,06 %. Face à la situation, les métallos entendent bien rester vigilants. Ils ont également travaillé à l'établissement d'un cahier commun de revendications dans la perspective des prochaines NAO, bien décidés à parvenir à un accord garantissant le pouvoir d'achat des salariés.

USM du Loiret : pas de repos pour les métallos

Les métallos FO du Loiret se sont retrouvés le 5 février pour l'assemblée générale de leur USM. Rassemblés autour de leur secrétaire Sylvain Lanzi, en présence du secrétaire fédéral Gérard Ciannarella, ils ont dressé le bilan de l'année écoulée avant de tourner leurs regards vers 2019.

Dans le Loiret, l'année 2018 n'aura pas été de tout repos pour les métallos FO. Entre négociations sur les minima salariaux, la participation à la vie de notre organisation, tant au plan fédéral que confédéral, et les actions de développement, les équipes syndicales et l'USM n'ont pas ménagé leurs efforts. Priorité de FO Métaux, le développement syndical a fait l'objet de toutes les attentions et de nombreuses actions y ont été consacrées : tractage et négociations de PAP dans plusieurs entreprises, aide au dépôt des listes, suivi des élections professionnelles, désignation des délégués syndicaux, mais aussi aide juridique renforcée via les permanences de l'USM. Pour être toujours plus efficaces, les métallos FO du Loiret ont su recourir à la formation syndicale et devaient d'ailleurs en bénéficier à nouveau le lendemain de leur assemblée générale.

Après les avoir félicités pour leur belle énergie et leur investissement au service de notre organisation, Gérard Cian-



narella a brièvement évoqué les récentes évolutions au sein de la Confédération et l'arrivée d'un nouveau secrétaire général en la personne d'Yves Veyrier. Il est également revenu sur la situation sociale et le mouvement des gilets jaunes, expliquant dans le détail les positions de notre organisation sur le sujet. Consacrant une part importante de son intervention aux multiples rôles des USM et à leur importance dans les départements, il s'est réjoui du bon travail de développement dans le Loiret et a enjoint les métallos FO à le poursuivre. Il a conclu par un point sur les négociations en cours au niveau national, et notamment la refonte du dispositif conventionnel de la métallurgie, que les métallos FO suivent avec attention.



secrétaires fédéraux Laurent Smolnik et Gérard Ciannarella, ils ont examiné de nombreux aspects de la situation économique et sociale du groupe, ainsi que les dossiers mobilisant notre organisation.

C'est un programme chargé qui attendait les métallos FO de Valeo pour leur première coordination de l'année 2019. Après un rappel des grands principes de fonctionnement de la coordination et les objectifs de la réunion par Géraldine Nivon, c'est Gérard Ciannarella qui est intervenu pour un point détaillé sur la structure de notre organisation, la formation fédérale et ses atouts ainsi que la complémentarité des syndicats et des USM dans le développement syndical. Laurent Smolnik a ensuite pris la parole sur le dossier cadres pour présenter les initiatives prises par FO en ce domaine mais aussi le caractère impératif du développement de notre Fédération chez ses salariés, particuliè-

Valeo : une cohésion plus forte

La coordination FO Valeo a rassemblé les métallos de l'équipementier automobile à la Fédération sur deux jours, les 17 et 18 janvier. Autour de leur coordinatrice et secrétaire fédérale Géraldine Nivon, en présence des

rements nombreux chez Valeo. Il a également informé les participants des avancées dans la négociation interprofessionnelle relative au statut de l'encadrement.

Eric Chauvirey a, pour sa part, fait le point sur la fonction et le rôle de salarié administrateur au conseil d'administration du groupe, tandis que Jean-Philippe Nivon est revenu sur sa position dans le comité de groupe européen. Géraldine Nivon a repris la parole pour évoquer l'agenda social 2019 et les nombreuses négociations qui attendent les métallos FO chez Valeo. Elle a conclu par un retour sur l'activité de FO au sein de l'Observatoire de la Vie Sociale (OVS) de Valeo, détaillant notamment les visites effectuées, le plus souvent avec Laurent Smolnik, et qui permettent aux secrétaires fédéraux de maintenir un contact régulier avec l'ensemble des équipes FO Valeo sur le territoire. Alors que les mois à venir ne s'annoncent pas de tout repos, la coordination a aussi permis de resserrer les liens au sein de la coordination et de renforcer la cohésion des métallos.

Chubb : élections en vue

Avec près de 2 500 salariés répartis sur l'ensemble du territoire français, Chubb est un acteur incontournable de la prévention incendie. Pour les métallos FO, qui préparent le passage au CSE et les élections professionnelles de la mi-mars, la campagne est tout sauf facile. C'était d'ailleurs l'objet de la réunion du 7 février à la Fédération entre le secrétaire fédéral Paul Ribeiro et les DSC Nathalie Masset et Michel Goicoechea. Alors que les listes électorales sont bouclées, il faut déterminer comment couvrir l'ensemble des implantations, construire un argumentaire qui sera utilisé par les candidats FO, mettre au point les supports de campagne, finaliser le choix des messages et répartir le travail à accomplir entre l'ensemble des métallos FO de Chubb. Bref, un vrai travail d'équipe.

« La participation des salariés de Chubb aux élections professionnelles est relativement faible, relève Paul Ribeiro. Un des enjeux du scrutin de mars est

donc de les mobiliser davantage, et donc d'analyser les dynamiques internes afin de trouver les bons leviers pour les amener aux urnes, en particulier les salariés « itinérants » que sont les commerciaux. » Actuellement, notre organisation pèse 14 % chez Chubb et entend bien conquérir une part plus forte des voix en optimisant le temps et les ressources dont disposent les équipes et en valorisant les compétences de leur collectif. Comme le clament les deux DSC, « FO compte bien bousculer un jeu syndical trop figé et parfois stérile chez Chubb en faisant la démonstration de notre efficacité et de notre dynamisme. » En mars et après, c'est bien sur FO qu'il faudra compter !



L'heure du vote approche pour les salariés de Chubb, spécialiste du matériel incendie et filiale du groupe UTC. Sur le terrain, les métallos FO travaillent d'arrache-pied pour faire progresser notre organisation, avec l'aide du secrétaire fédéral Paul Ribeiro.

PSA Retail France : en route pour 2019 !

Les implantations FO de PSA Retail France, filiale de PSA Groupe, se sont réunies en coordination le 12 février à la Fédération autour de leurs DSC Eric Bonnaire et de Patricia Bocciarelli, du comité de coordination, avec la participation du trésorier fédéral Jean Yves Sabot et en invités d'honneur Patrick Michel, DSC PSA Groupe, Patrick Chandon (ex DSC SCC) et Richard Brune, ex DS Peugeot Le Havre et retraité depuis peu.

En ce début d'année 2019, les équipes FO sont nombreuses à travailler à la mise en place des CSE et celles de PSA Retail France n'ont pas fait exception à la règle. Le sujet a tenu une large place dans les échanges de la coordination du 12 février. Un rappel a ainsi été fait sur la nouvelle organisation FO chez PSA Retail France avec l'ensemble des implantations sur chaque filiale, ainsi que sur le rôle très important du délégué syndical et la nécessité de suivre des formations pour l'ensemble des élus du CSE et des RP (Représentant de Proximité). Sur ce point, l'intervention de Serge Ramos, de l'APSAC, a fourni des informations pertinentes et très appréciées. « Nous avons très largement évoqué la mise en place des CSE et sur les élections passées et/ou en cours pour 2019, où FO a fait à ce jour de très bon résultats », résume Eric Bonnaire.

Jean-Yves Sabot est ensuite revenu sur le fonctionnement et le rôle du comité de coordination avec l'arrivée de Jean-Philippe Reverdy (secrétaire du CCE) en remplacement de Nathalie Le Guelvout, les autres membres restant en place. Il a également eu l'occasion de faire le point sur les négociations en cours et à venir pour la branche professionnelle. Les métallos sont aussi revenus sur le « Payplan » vendeurs pour 2019, les négociations en cours sur la BDES, la VAES, les salaires, l'égalité Femme/Homme et les discussions



sur la mise en place du prochain CSEC en avril 2019. Bien entendu, le développement syndical a tenu une place très importante lors des interventions. Même si FO continue de mériter et de gagner la confiance des salariés, qui ont fait de notre organisation la 1^{ère} de PSA Retail France, les métallos FO ne se reposent pas sur leurs bons résultats et ambitionnent de continuer de faire grandir notre organisation. Comme toujours chez PSA Retail France, les années chargées se succèdent et 2019 promet de ne pas être plus reposante que 2018 !

Disparitions de Philippe Layer et...

C'est avec une grande tristesse que notre Fédération a appris la disparition soudaine de Philippe Layer le 9 février à l'âge de 54 ans. Il n'a pas réussi à vaincre le cancer découvert en avril 2018.

Avec le décès de Philippe Layer, c'est toute l'équipe FO de Foundation Brakes France qui est endeuillée, et bien au-delà. Après ses débuts en tant que dessinateur industriel, il avait rejoint l'entreprise basée à Drancy (Seine-Saint-Denis) en 1993 comme dessinateur de freins automobiles, avant de passer technicien en calcul éléments finis et simulation, puis enfin support administratif. En parallèle de son métier, il avait rejoint FO au début des années 2000, poussé par sa nature généreuse, sa volonté d'aider les autres, une vocation sociale profondément ancrée. Rapidement, il avait pris des responsabilités et n'avait eu de cesse de tenir de nombreux mandats pour défendre les salariés : représentant syndical, délégué du personnel, délégué syndical central, délégué et représentant syndical central au CCE Foundation Brakes France, secrétaire de CE puis de CSE, secrétaire adjoint du CCE Foundation Brakes France, sans oublier membre du Comité Inter-Entreprises Bosch-FBF. Collègue et amie, Maryse Neveu se souvient d'un « infatigable syndicaliste, débordant d'idées et d'énergie, toujours à l'écoute mais aussi toujours prêt à se battre pour les autres. » Au fil des années, l'entreprise avait connu plusieurs reventes/rachats (AlliedSignal (1992 à 1996)/Bosch (1996 à 2011)/Chassis Brakes France (dont Foundation Brakes France fait partie) depuis 2012) et Philippe Layer avait été très actif sur la dernière, en 2012. Il avait aussi participé aux négociations de plusieurs plans sociaux, incarnant un véritable rempart

pour les salariés. Il était également impliqué dans les problèmes de RPS, toujours plus nombreux dans l'entreprise et avait aidé de nombreux salariés lors de leur départ de la société.

« Il était tellement engagé dans le syndicalisme que même pendant sa maladie, il prenait des nouvelles des collègues et de ce qui se passait avec la Direction, se rappelle Maryse Neveu. Il aidait tous les salariés qui le lui demandaient, il n'hésitait pas à contacter l'inspection du travail quand il le fallait. Il nous manquait déjà beaucoup mais on gardait l'espoir qu'il revienne... » Il était aussi connu pour sa culture, sa franchise et sa rigueur, ainsi que sa passion pour le jazz et le tir à l'arc. Mais c'est sans doute l'impressionnante foule présente à ses obsèques qui dit le mieux l'homme qu'il était...

La Fédération FO de la métallurgie et son secrétaire général Frédéric Homez adresse leurs condoléances à celles et ceux qui l'ont connu et aimé, et plus particulièrement à sa femme, elle aussi militante, et ses enfants.



...Philippe Jourdan

C'est avec tristesse que la Fédération FO de la métallurgie a appris le décès de Philippe Jourdan le 23 janvier 2019 à l'âge de 65 ans, des suites d'une longue maladie.

Alors que l'existence du site Ford de Blanquefort est plus que jamais menacée, celui qui fut l'une de ses grandes figures vient de disparaître. La vie de Philippe Jourdan a toujours été liée à celle de Ford. Il y avait été embauché en 1973 et avait rejoint FO peu après. Rapidement, il avait pris des responsabilités syndicales et occupé au fil des années de nombreux mandats : secrétaire du syndicat FO Ford Blanquefort, secrétaire du CE et du CEE, mais aussi secrétaire du comité européen de Ford. Fin connaisseur de la loi, il était également devenu conseiller prud'homal puis vice-président du Conseil des Prud'hommes de Bordeaux.

Sur le site de Blanquefort, il aura été un mentor pour de nombreux métallos FO, dont Eric Troyas, actuel secrétaire du syndicat, qui se souvient d'un « ami fidèle, fort et humain, qui pensait bien plus aux autres qu'à lui-même. Il m'a transmis le goût du syndicalisme, et particulièrement celui de FO, fait de liberté, d'indépendance, cette flamme qui ne brûle que pour la défense des salariés. » Respecté et respectueux, Philippe Jourdan laisse aussi le souvenir d'un homme instruit, doté d'une sacrée plume et d'une grande intelligence, qui

a été pour tous les métallos FO de Blanquefort un grand formateur syndical. Infatigable passeur de connaissances, il donnait aussi des cours à la Faculté de Bordeaux, soucieux de maintenir le contact avec les nouvelles générations et de leur transmettre expérience et compétences.

Alors qu'il commençait à peine à profiter de sa retraite, il laisse derrière lui sa femme Monique, ses enfants Sandrine, Karine et Mickaël, et ses petits-enfants, auxquels la Fédération FO de la métallurgie et son secrétaire général Frédéric Homez présentent toutes leurs condoléances, ainsi qu'à celles et ceux qui l'ont connu et aimé.



Récapitulatif CSE n°3 résultats et contentieux électoral

Nous achevons les récapitulatifs sur le CSE avec un dernier article sur la fin des élections professionnelles et leurs conséquences.

Comment se déroule le dépouillement des bulletins de vote ?

Le dépouillement est effectué par le bureau de vote (un président et de deux assesseurs) qui peut se faire assister de scrutateurs qu'il désigne parmi les électeurs. Il doit avoir lieu dans la salle où se sont tenues les élections. Les électeurs, les candidats, les représentants syndicaux et l'employeur peuvent y assister librement. Simultanément, on contrôle le nombre de signature sur les listes d'émargement qui doit coïncider avec celui des bulletins. Pour le vote électronique, deux clefs de déchiffrement sont nécessaires pour déverrouiller le système électronique. Une fois activées, le décompte des voix apparaît à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée pour être portée sur le procès verbal. Le système de vote est ensuite scellé. Les données doivent être conservées afin de permettre un nouveau décompte des voix en cas de contestation des résultats.

Une irrégularité des opérations de dépouillement peut entraîner l'annulation des élections, même si cette irrégularité n'est pas de nature à fausser les résultats.

Comment sont comptabilisés les bulletins de vote ?

Les bulletins de vote ne sont pas tous pris en compte de la même façon. On distingue :

- les bulletins valables qui sont pris en compte pour les résultats.
- les bulletins nuls : illisibles, panachés, signe intérieur/extérieur de reconnaissance, sans enveloppe, dans une enveloppe différente de celle fournie, modifiant l'ordre de présentation des candidats, enveloppe dans laquelle se trouvent plusieurs bulletins différents.
- les bulletins blancs : sans aucune inscription, enveloppe vide, bulletin sur lequel tous les noms de la liste sont rayés.

Les bulletins blancs et nuls ne sont pas pris en compte. Les suffrages valablement exprimés ne comprennent que les bulletins valables. Si une enveloppe contient le même bulletin en plusieurs exemplaires, on considère qu'ils ne comptent que pour un seul.

Comment calculer la répartition des sièges entre les différentes listes ?

La répartition des voix entre les sièges se fait selon les mé-

thodes de la plus forte moyenne et du plus fort reste. Vous pouvez retrouver ces calculs dans le guide des élections (p 59) sur le site www.fo-metall.org, rubrique « nos publications » ou vous reporter à la circulaire n° 15 T du 7 décembre 2016 sur la méthode de calcul rapide HONDT.

Comment calculer la représentativité du syndicat ?

Pour calculer l'audience du syndicat FO, on divise le nombre de bulletins valables recueillis par la liste par le nombre total de suffrages valablement exprimés TOUS COLLEGES CONFONDUS au premier tour des élections des membres titulaires du comité d'entreprise.

Exemple : Nombre de suffrages valablement exprimés en tout, tous collèges confondus : 562. FO a obtenu : 1^{er} collège : 175 voix ; 2^{ème} collège : 63 voix ; 3^{ème} collège : 5 voix = 243 voix.

Soit une représentativité de $243 / 562 \times 100 = 43,24\%$
Attention : Pour ce calcul, on ne prend pas en compte la moyenne de liste, mais le nombre total de bulletins recueillis par la liste, peu importe le nombre de ratés.

Peu importe également que le quorum n'ait pas été atteint au 1^{er} tour : les résultats seront tout de même pris en compte pour apprécier l'audience des organisations syndicales. En revanche, ces résultats ne seront pas comptabilisés pour désigner les élus, un 2nd tour étant nécessaire.

Comment sont consignés les résultats ?

Les résultats font l'objet d'un procès verbal indiquant l'établissement dans lequel s'est déroulée l'élection, le collège concerné, les résultats (1^{er} ou 2nd tour), la signature des membres du bureau de vote, des informations sur les listes communes présentées et le cas échéant, les irrégularités. Attention, le PV des élections doit toujours être signé par tous les membres du bureau de vote avant de proclamer les résultats (Cass. Soc. 7 décembre 2016, n° 15-26096).

Comment et quand sont proclamés les résultats des élections ?

Les résultats sont proclamés oralement par le président du bureau de vote qui annonce le nom des candidats élus ainsi que le nombre de voix pour chacun.

Quels sont les contentieux qui peuvent s'ouvrir à la suite des élections ?

Il est possible de contester l'éligibilité d'un candidat, le déroulement du vote, le contenu du protocole préélectoral, le nombre et la composition des collèges, ou la régularité des listes électorales. Ces contestations doivent être portées par voie de déclaration au greffe du tribunal d'instance dans le ressort duquel elles se sont déroulées. Le délai de prescription est de 15 jours calendaires à partir de la proclamation des résultats ou de la publication du PV de carence. Si vous souhaitez contester les résultats du 1^{er} tour et qu'un 2nd tour est organisé, il faut agir sans attendre la proclamation des résultats.

Qui a compétence pour contester l'élection ?

L'élection peut être contestée par ceux qui y ont un intérêt. Il s'agit de l'employeur, des salariés de l'entreprise, et des organisations syndicales.

Quelles sont les conséquences des contentieux post électoraux ?

La contestation des élections peut avoir deux types d'effets. Il peut s'agir tout d'abord de l'annulation de l'élection d'un candidat. Dans ce cas, le candidat dont l'élection a été annulée ne sera pas remplacé par un autre candidat non élu. Il est à noter que l'annulation de l'élection d'un ou plusieurs candidats n'a pas toujours pour conséquence l'organisation d'élections partielles. Ces dernières ne seront mises en œuvre que si un collège électoral n'est plus représenté ou si le nombre des membres titulaires de la délégation du personnel du CSE est réduit de moitié ou plus, sauf si cela se produit moins de 6 mois avant le terme du mandat des membres du CSE (article L. 2314-10 du code du travail).

Il peut s'agir ensuite de l'annulation de tout ou partie des élections. En effet, les scrutins titulaires et suppléants sont indépendants l'un de l'autre pour chaque collège. Il est donc possible que seule l'élection des titulaires du premier collège soit annulée. Dans ce cas, on procédera à un nouveau scrutin.

Attention, si la totalité des élections est annulée, il faudra procéder à nouveau aux actes préparatoires, notamment la présentation des listes de candidatures (Cass. Soc. 10 juillet 1991, n° 90-60466). L'annulation des deux tours entraîne l'obligation de négocier un nouveau protocole d'accord préélectoral (Cass. soc. 26-10-2011 n° 11-14767).

Des métaux et des mots

Le mot du mois :

Avion

Pour saluer la magnifique aventure industrielle et humaine de l'A380 d'Airbus, revenons aux débuts de l'aviation. Sait-on que le mot « avion » fut d'abord un nom propre ? C'est ainsi en effet que Clément Ader baptisa en 1875 l'appareil qu'il venait de créer, par référence à un dérivé savant du latin *avis*, dont le diminutif *avicellus* avait donné « oiseau » (on disait auparavant *oiseil*).



Clément Ader

Assez vite, le mot s'imposa dans le langage courant à la place d'« aéronef », créé en 1844, donc à une époque où la chose restait à l'état de projet. Quand on y songe, il est assez logique de faire allusion à un oiseau plutôt qu'à une *nef*, c'est-à-dire un bateau. Même si le suffixe demeure dans *l'astronef*, qui n'est autre qu'un vaisseau spatial. L'ancien mot demeure toutefois dans le vocabulaire administratif, par exemple dans l'article 224-6 du code pénal, qui punit de vingt ans de réclusion criminelle « le fait de s'emparer ou de prendre le contrôle par la violence d'un aéronef ».

Eux n'étaient pas contraints, mais volontaires et très enthousiastes, les douze passagers qui participèrent le 9 février 1919, il y a donc tout juste un siècle, au premier vol commercial payant. Décollage de Toussus-le-Noble, près de Paris, atterrissage 3 heures 30 plus tard sur l'aérodrome militaire de Kenley, un peu au sud de Londres, puis retour dans les mêmes conditions. Le tout à bord du *Goliath*, un prototype de bombardier reconverti après la guerre par l'ingénieur Farman, avec aux commandes le lieutenant Lucien Bossoutrot accompagné de son mécanicien.

Les plus visionnaires imaginaient alors des trajets réguliers en *aérobous*, sobriquet qui désigna plus tard des avions d'au moins 200 places. Et c'est par référence à ce mot que des industriels allemands baptisèrent un jour le regroupement de leurs sociétés aéronautiques Messerschmitt-Bölkow-Blohm et VFW-Fokker du nom d'Airbus, qui allait devenir à la fois celui du consortium européen et de la fameuse famille d'avions. Dans le vocabulaire, rien ne se perd.

Tous les mois, FO Métaux vous propose mots croisés et sudoku, ainsi qu'un peu de culture, syndicale bien sûr, autour d'un mot chargé d'histoire et que les métallos connaissent bien.

Sudoku

	7			2				
		9	6				4	
3	2	4		9				
4						2	1	
2	3			7			8	9
	9	6						7
				3		9	7	8
	1			7	3			
				5			2	

Solution du n° 582

7	4	1	2	6	9	8	5	3
8	2	5	3	1	4	6	9	7
9	3	6	8	7	5	1	4	2
4	1	2	7	9	3	5	8	6
3	5	9	6	4	8	7	2	1
6	8	7	1	5	2	4	3	9
5	7	4	9	3	6	2	1	8
2	6	3	4	8	1	9	7	5
1	9	8	5	2	7	3	6	4

Mots croisés n° 583

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A										
B										
C										
D										
E										
F										
G										
H										
I										
J										

Solution du n° 582

G	I	L	E	T	J	A	U	N	E
R	O	N	C	H	O	N	N	E	R
A	N	C	H	O	I	S	G	O	
N	O	A	N	E	T	O	T		
D	S	F	S	D	E	C	O		
D	P	R	A	S	E	T	I	M	
E	H	U	P	A	A	A	A		
B	E	D	O	C	B	N			
A	R	T	E	R	I	E	L	L	E
T	E	L	E	C	O	P	I	E	S

Horizontalement

A. Jamais seul sur le plateau (trois mots). B. Un tel prix favorise la vente. C. Côté la reinette. Des niches, mais pas pour les chiens. D. Possessif. S'use à la tache. E. Très laid au début. À consommer pur de préférence. F. L'été les laisse fauchés. En activité. G. Roi de Kent. Fameuse prêtresse. H. Certain habitant de l'Indochine. Bords du quai. I. Brise-fers. J. Interdits de reproduction.

Verticalement

1. Exigent de certaines unités un sens de la mesure. 2. S'opposait au régime. 3. Siège à Genève. Veut donc le bien d'autrui. 4. Au fond du lit. Flotter avant de plonger. 5. Marque de poêle sans queue. Une antenne de Bercy. 6. Substitut à la cour. Affluent du Doux. 7. Branche de la métallurgie toute chamboulée. Pas très pro. 8. Il mérite un rappel à l'ordre. Après la licence. 9. Se dit d'une vie très solitaire. 10. Indispensables pour avancer à coups de pompes.

MALAKOFF MÉDÉRIC ET HUMANIS se sont regroupés POUR ENCORE MIEUX VOUS PROTÉGER

NOS ENGAGEMENTS

Vous proposer des solutions personnalisées en santé et en prévoyance

Vous aider à concilier bien-être des salariés et performance

Vous garantir des soins de qualité au juste prix

Être à vos côtés dans les moments de fragilité

Vous accompagner en retraite

Agir pour une société plus juste et plus inclusive

malakoffmederic-humanis.com



malakoff médéric
humanis

SANTÉ - PRÉVOYANCE - RETRAITE - ÉPARGNE



ÉCLAIRONS L'ENTREPRISE À LA LUMIÈRE DU SOCIAL

Chaque jour et depuis plus de 30 ans, les équipes pluridisciplinaires d'experts-comptables, de juristes, d'économistes, d'industriels, de spécialistes du travail et des relations sociales se mobilisent au service des représentants du personnel et uniquement pour eux.

Notre mission commune est de veiller à ce que l'humain et le progrès social restent au cœur des dynamiques d'entreprise. Pour cela, nos experts mobilisent collectivement leurs savoir-faire et leurs expériences pour vous être toujours plus utiles et plus proches de vos enjeux.

Syncéa a pour vocation de vous apporter ses expertises, ses conseils, ses formations et son accompagnement tout au long de vos mandats et au service de votre engagement.